

DECONSTRUIRE LES DECONSTRUCTEURS

Le dévoiement des Lumières

La défaite de la droite aux élections présidentielles doit être l'occasion de refonder notre courant politique autour de principes philosophiques et de valeurs qui n'auraient jamais dû cesser d'être les siens. Cependant, pour rebâtir idéologiquement la droite française et repartir à la conquête du débat public, encore faut-il connaître nos adversaires politiques et comprendre les racines idéologiques de leurs discours, afin de les déconstruire.

Le paysage politique français à gauche a historiquement été constitué de deux courants idéologiques. Le premier d'entre eux, et aujourd'hui le plus marginal, est la gauche révolutionnaire, héritière d'une pensée marxiste. La seconde, que nous appellerons gauche non-révolutionnaire, et qui domine aujourd'hui le débat politique ainsi que le cadre intellectuel de toute réflexion dicible dans l'espace public. Cette gauche non-révolutionnaire, héritière du social réformisme et de Jean Jaurès, connaît depuis quelques années une lente scission que l'élection présidentielle a exposé au grand jour, entre son courant national – dans lequel nous pouvons retrouver le collectif « le Printemps Républicain », des personnalités politiques comme Manuel Valls et Malek Boutih et des personnalités de la société civile comme Laurent Bouvet – et son courant libertaire, avec son cortège d'Hidalgo, d'Hamon, de Taubira, des jeunes du MJS et de l'UNEF.

Nous ne traiterons pas ici du courant national avec lequel nous avons des désaccords sur l'économie, l'Europe, etc. mais avec lequel nous pouvons nous retrouver sur l'essentiel – comprendre la défense de la République et de la Nation.

Nous traiterons en effet de cette gauche révolutionnaire mais surtout de la lente émergence du pôle libertaire de la gauche non révolutionnaire qui est aujourd'hui, en passe de l'emporter définitivement sur son pôle national. C'est cette gauche libertaire qui apparaît aujourd'hui comme le principal adversaire de la droite que nous voulons reconstruire. Non pas pour son poids en termes électoral – nous avons vu lors de la dernière présidentielle, qu'il ne valait plus rien – mais pour sa prégnance dans le débat public, et qui a soumis idéologiquement tous les autres partis et personnalités de gauche et du centre, au premier rang desquels Emmanuel Macron, mais également une partie de la droite. Une gauche prisonnière d'un carcan idéologique qu'elle considère, tout comme la gauche révolutionnaire, directement inspiré de la philosophie des Lumières.

Nous accusons aujourd'hui cette gauche d'avoir pris en otage le message des Lumières mais surtout de l'avoir dévoyé.

Déconstruire les racines idéologiques de ces gauches, et mettre en lumière le dévoiement du message dont ils se pensent être les détenteurs, c'est l'objectif que se donnent modestement ces quelques lignes.

La place des Lumières dans l'imaginaire des gauches.

Tout d'abord, qu'est-ce que les Lumières ? Nous n'avons pas ici la prétention de bâtir un exposé exhaustif de cette période historique et de ce courant de pensée philosophique, mais de définir brièvement leur substantielle moelle.

Nous reprendrons donc les mots de Kant qui définissait les Lumières comme « *la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. Avoir le courage de se servir de son propre entendement, voilà la devise des Lumières* ».

Ainsi, pour les Lumières, l'homme doit apprendre à sortir de son état de minorité, à exercer son sens critique, sa faculté de juger et de penser librement. Et l'école, pensée par Condorcet, est le lieu par excellence de l'éclosion de cette pensée critique.

Il y a donc chez les philosophes des Lumières une critique radicale sous-jacente de l'organisation sociale et des « institutions » de l'époque qui apparaissent comme une entrave au développement de l'homme mais que l'ouverture sur le monde et l'apprentissage des valeurs de tolérance, de liberté et d'égalité doivent briser. Cette critique de la superstructure sociale était ainsi résumée par Montesquieu qui affirmait : « *Aujourd'hui nous recevons trois éducations différentes ou contraires : celles de nos pères, celles de nos maîtres, celle du monde. Ce qu'on nous dit dans la dernière renverse toutes les idées des premières* ».

Le message des Lumières a dans un premier temps inspiré la gauche révolutionnaire qui voyait dans la théorie marxiste la continuation du combat des Lumières, avec un Etat bourgeois qui confisquait les moyens de production et utilisait les nationalismes pour opposer les prolétaires les uns aux autres, dans le rôle de la monarchie absolue et de l'Eglise. Ce courant, très fort à partir du milieu du 19^{ème} siècle jusque dans les années 1970, a joui d'un prestige inégalé dans la société française, notamment après la création de l'URSS et après la victoire du communisme sur le nazisme, largement relayé et approprié par la génération du baby-boom, par les intellectuels, les médias, etc.

Parallèlement à cette gauche révolutionnaire, une autre gauche, celle-ci non-révolutionnaire, a germé, celle de la SFIO réformiste et du congrès de Tours, plus adaptée à son temps, moins prisonnière du dogme marxiste révolutionnaire, plus attaché à la réalité culturelle française et s'est développée tout au long du 20^{ème} siècle, jusqu'à prendre le relai à partir des années 1980 jusqu'à aujourd'hui dans la domination idéologique du débat public.

Cette gauche, à qui la seconde guerre mondiale vient rappeler l'impérieuse nécessité du message des Lumières est plus séduite au fond par l'idéal européen que par le fantasme communiste. La fameuse phrase prononcée par le Président Mitterrand en 1995 devant le parlement européen résume ainsi parfaitement la nouvelle mission que s'est donnée la gauche non-révolutionnaire depuis les années 1980 : tenter d'éradiquer une nouvelle fois les carcans qui enserrant l'homme.

« Le nationalisme, c'est la guerre ». Par ces mots, le nationalisme et par extension sémantique tous les concepts de nation, de patrie, de culture française et de fierté nationale étaient bannis du débat public, tout comme les courants philosophiques et idéologiques issus du romantisme allemand, accusé d'avoir inspiré le nazisme. Par ces mots, le combat pour libérer l'homme de ses carcans culturels et nationaux était relancé. D'autant plus que dans le même temps où la gauche non révolutionnaire se prenait à rêver de la construction européenne comme nouvel horizon indépassable de l'humanité, la dernière utopie du 20^{ème}

siècle censée libérer l'homme déclinait et laissait voir sa part de monstruosité, décrédibilisant la gauche révolutionnaire et laissant ainsi la gauche non révolutionnaire seule à même de continuer la mission salvatrice des Lumières.

Si la philosophie des Lumières a structuré l'idéologie politique des deux gauches, un autre événement historique a considérablement modifié sa lecture de cette philosophie et l'approche de l'émancipation de l'homme dans l'imaginaire de la gauche française.

Le poids de la (dé)colonisation

La période de la colonisation a eu un impact considérable sur le bagage idéologique de la gauche. En effet, si la colonisation « moderne », datant du 19^{ème} siècle, est motivée par des impératifs économiques et alimentée par l'idée de revanche sur l'Allemagne, nécessitant une renaissance de l'armée française et un entraînement des troupes en Afrique et en Asie, la colonisation est également justifiée par la « mission civilisatrice » de l'Occident. Ainsi, les pères de la III^{ème} République, et avec eux les pères du socialisme français comme Jules Ferry et Jean Jaurès (même si ce dernier a rapidement pris conscience de la trahison des Lumières par l'entreprise coloniale), déclaraient que « *les races supérieures, c'est-à-dire les sociétés occidentales parvenues à un haut degré de développement technique, scientifique et moral, ont à la fois des droits et des devoirs à l'égard des « races inférieures », c'est-à-dire des peuples non encore engagés sur la voie du progrès* ». Ce sont les droits et les devoirs de « la civilisation » à l'égard de « la barbarie ». Pour eux, la colonisation est le moyen de faire « *reculer les antiques puissances de l'ignorance, de la superstition, de la peur, de l'oppression de l'homme par l'homme* ». Par elle, et à travers elle, se poursuit la lutte, entreprise depuis plus d'un siècle au nom de l'esprit de Lumière, contre l'injustice, l'esclavage, la soumission aux Ténèbres. Par la bouche de Jules Ferry, les mots de Kant.

Derrière le discours élevant la colonisation comme une œuvre émancipatrice directement inspirée des Lumières ; la réalité de la conquête, parfois violente. Derrière la mise en valeur des territoires, l'utilisation des ressources par les nations européennes. Si la réalité de la colonisation est infiniment plus complexe que les discours politiques battant la coulpe d'une France coupable des pires crimes et omettant sempiternellement les aspects positifs de cette période, il n'en reste pas moins que les guerres de (dé)colonisation, et notamment en Algérie, ont pu conduire à des atrocités de part et d'autre.

S'est donc développé au sein de la gauche non révolutionnaire, la seule qui avait pu s'accommoder de la colonisation, magnifiée comme l'œuvre d'émancipation des foules opprimées, un sentiment profond et intériorisé de culpabilité à l'encontre de ces populations et de leurs descendants, qui s'est peu à peu transformé en dette morale inextinguible. Ainsi, si elle ne le porte pas officiellement, la gauche non révolutionnaire a intégré le discours culpabilisant qui fait de l'homme blanc occidental certain de sa supériorité culturelle le responsable des liens de domination entre les hommes.

Reprenant et adaptant le « plus jamais ça », la gauche non révolutionnaire a opéré à partir des années 1970 une double modification dans sa structuration idéologique et dans sa lecture des Lumières dont elle continue de se revendiquer. La première sera de cantonner à cet homme blanc occidental fantasmé le message d'émancipation de tout carcan afin de le priver de tout sentiment de supériorité qui l'a conduit aux pires atrocités. La seconde sera de réserver la portée universaliste des Lumières, autrefois réservé à la

pensée occidentale, aux cultures des pays et peuples autrefois colonisés, devenues des absolus desquels il n'est plus possible de s'émanciper.

L'Homme n'est plus qu'un homme

La philosophie des Lumières avait en effet entrepris de permettre à tous les hommes d'accéder au statut d'Homme, c'est-à-dire un être dépositaire des valeurs universalistes de liberté, d'égalité, de tolérance, permettant l'usage de sa raison critique. La seconde guerre mondiale et la colonisation ont cependant montré ce que cet Homme pouvait faire de la prétention à l'universalité de sa pensée, de ses valeurs et de sa culture nationale. Pour anéantir cette prétention, il convenait donc de déconstruire cette culture. Pour déconstruire cette culture, il fallait anéantir cet Homme.

Reprenant à son compte l'ambition des Lumières d'émanciper les hommes par la raison critique, la gauche non révolutionnaire a en réalité effectué le chemin inverse des philosophes des Lumières, battant en brèche cet Homme pour ne faire advenir que des individualités inoffensives, sans prétention car sans pensée et sans culture.

Après la première trahison des Lumières par l'entreprise coloniale, la gauche non révolutionnaire planifiait son deuxième assassinat. Un assassinat de la pensée.

La tâche était donc immense. Il fallait tout déconstruire pour que plus jamais n'adviennent d'atrocités. En l'espace 50 ans, depuis les événements de Mai 68 jusqu'à aujourd'hui, une immense entreprise de déconstruction de notre culture et de notre identité a été entamée. Tout y est passé, pour des résultats parfois positifs, parfois négatifs : la religion, la famille, l'histoire nationale, l'identité sexuelle, etc. Exemple de cette entreprise dans le champ identitaire, la journée de la jupe du 19 mai qui incite les jeunes lycéens à porter ledit vêtement pour sensibiliser au sexisme. Derrière la louable intention de lutter contre les discriminations, toujours le même combat idéologique de déconstruire les repères et les communautés naturelles. Plus entreprenant encore que cette journée folklorique, la parution de l'ouvrage coordonné par l'historien Patrick Boucheron, Une histoire mondiale de la France, dernier artefact « littéraire » de cette entreprise de démolition de nos repères communs. Sous couvert de précision scientifique et de neutralité axiologique, l'ouvrage prend en otage sa discipline en se donnant pour objectif idéologique de mettre en valeur les racines diverses et étrangères des événements historiques constitutifs de notre Nation que nous pensions bêtement être purement français afin de relativiser la portée et le sens de notre histoire. Sans histoire proprement française, point de peuple proprement français et point de culture proprement française. Autre exemple, cette fois dans le domaine éducatif, la réforme de la grammaire portée par les pédagogistes de la rue de Grenelle. Avec la capacité de négocier auprès du professeur les fautes d'orthographe, plus rien, pas même les savoirs élémentaires, ne doit entraver le développement de l'homme, le brusquer, l'amener à un exercice de discipline de la pensée.

Sans repères, sans fondamentaux, sans communautés naturelles, sans préjugés, l'Homme parviendra enfin à devenir un homme totalement libre qui parviendra à soumettre le monde à sa pensée critique. A la différence près que la déconstruction des normes, valeurs et des communautés d'épanouissement, aura également eu raison de cette pensée critique. A l'ambition d'émancipation a succédé une entreprise d'isolement.

En effet, dans cette idéologie des lumières dévoyée, l'homme est son propre objet d'étude, sans cependant une quelconque capacité d'analyse. A l'Homme, caractérisé par une raison critique absolue, succèdent ainsi des homo oeconomicus débarrassés de toute morale, de toute conscience sociale, dernière étape de la liberté absolue. Une liberté non plus conquise sur la Nature, mais une liberté bâtie sur son ignorance. A la raison critique succède ainsi la rationalité économique, moyen de satisfaire au mieux sa jouissance immédiate. Ce changement anthropologique résume ainsi l'ambition suprême de cette gauche libertaire : dévitaliser l'individu, le libérer de ses passions et de sa raison, remplacer sa capacité à se surpasser et se transcender par une languissante passivité et par une introspection continue.

Cette ambition signe également l'acte de naissance de cette gauche libertaire qui fait de la lutte pour la liberté absolue de l'individu son ADN politique, loin du combat pour l'égalité entre les hommes portée par le social réformisme de ses origines, que le courant national tente encore de porter. Loin des querelles économiques et sociales qu'elle a désertées du fait de sa conversion à l'économie de marché au début des années 1980, la gauche libertaire a fait du combat pour la liberté individuelle l'Alpha et l'Omega de son combat politique. Un combat qui continuera tant qu'il y aura des relents de « *vieux mâle blanc libéral* » - selon les bons mots de Laura Slimani, ancienne porte-parole du candidat Hamon, qui décrivait ainsi le maire de Montpellier - dans chaque homo oeconomicus.

Pour combler le vide moral et intellectuel qui ne manquera pas de saisir ces êtres, la gauche libertaire utilise les ressorts consuméristes et individualistes caractéristiques de la post modernité qu'elle a elle-même construite, et dans laquelle l'individu n'est plus qu'un consommateur offert aux techniques de micro-ciblage dans tous les secteurs de la vie en communauté : la politique où il lui est proposé des discours dans lesquels chaque individu peut se reconnaître et des mesures clientélistes dans son intérêt ; l'art où des expositions mettant en valeur aussi bien Shakespeare qu'une paire de botte, quand ce n'est pas les deux en même temps, accompagnées d'un verbiage complexe pour légitimer cette indifférenciation artistique, etc. Une consommation sans cesse renouvelée, prémâchée, avec toujours un seul et même but : rendre inutile l'effectivité de sa pensée.

Pour combler le vide culturel et la dilution de l'identité nationale, la gauche libertaire offre à ces homo oeconomicus l'horizon européen, et son lot d'échanges Erasmus, de monnaie commune dépensable à Barcelone, Berlin ou encore Athènes et sur lesquels figurent des bâtiments imaginaires...

La culture pour tous, mais surtout celle des autres

L'avènement de l'homme comme individu qui se suffit à lui-même présuppose donc la disparition de la culture, comprise comme héritage des siècles passés et de l'esprit national qui ne fait de l'individu qu'un élément constitutif d'un tout. Ce faisant, la gauche libertaire et ses relais médiatiques et « intellectuels » ont tué l'ambition universaliste de la culture française héritée des Lumières.

Cette mort programmée, si elle a été assumée par la future gauche libertaire française à partir des années 1980, a cependant été initiée dès les années 1960, d'abord au Royaume Uni avec le courant sociologique des *cultural studies* et aux Etats Unis avec le tournant identitaire des luttes contre les discriminations. En France, ce courant sociologique a pris la forme d'un courant ethno-sociologique relativiste qui démontrait que les cultures se valaient les unes les autres, que chaque culture était le fruit d'une construction à travers les âges et parcourue d'influences étrangères. Le relativisme ethnographique, historique, sociologique et culturel a

donc remis la culture française là où elle devait être, c'est-à-dire enserrée dans les frontières nationales. Une fois cette tâche accomplie, le travail d'émancipation pouvait commencer et aboutir à son individuation.

Ce relativisme ethno-sociologique, couplé au sentiment de culpabilité issu de l'expérience coloniale, a eu pour conséquence de dogmatiser la philosophie de la décolonisation dans la perception de l'immigration dans le débat public et dans les relations internationales de la France avec ses anciennes colonies: pour détruire le préjugé de minorité des peuples anciennement colonisés, devoir était de sacraliser la culture que s'étaient construite les mouvements de libération nationale en opposition à la culture de la métropole qu'ils combattaient, devoir était de leur octroyer cette même prétention à l'universalisme que nous refusons désormais à notre propre culture. Et ceci au risque de figer ces cultures, d'essentialiser les individus provenant de ces pays anciennement colonisés, rendant impossible toute tentative d'intégration.

Cette sacralisation des cultures s'est transformée inexorablement en sacralisation des origines et peu à peu des particularismes identitaires de ces groupes, qui a aujourd'hui largement dépassé le seul cercle des populations originaires de ces pays. Si l'émergence de mouvements à partir des années 1980 comme SOS racisme, ont lutté contre les discriminations réelles dont étaient victimes les populations immigrées, la lutte antiraciste est aujourd'hui parfois dévoyée par des entrepreneurs identitaires en défense du militantisme politique identitaire, habilement présenté comme la continuation de la lutte contre les inégalités économiques. Et ce, avec la bénédiction de toutes les gauches.

Cette glorification des origines était d'autant plus bruyante qu'elle advenait au même moment que la déconstruction de la culture nationale. Cet universalisme des cultures étrangères a donc conduit à une conception essentialiste des individus issus de ces cultures et à une critique de l'intégration républicaine. Le respect dû à autrui ne s'exprimait plus à travers l'exigence d'adaptation et de dépassement des normes culturelles autrefois connues mais dans la nécessité d'enfermement de ces personnes dans leur culture d'origine. Le respect dû à autrui consistait donc à vider notre territoire national de sa culture pour y faire croître celles des autres, dans une harmonie fantasmée par ceux, à l'image de Jean Luc Mélenchon, qui rêvent d'une « *France métissée, universaliste et laïque* ».

Au fantasme d'une société multiculturelle prônée par cette gauche libertaire qui adviendrait de la dilution de notre culture nationale et de la multiplication des espaces laissés au développement des particularités culturelles des uns et des autres, le rapport Obin de 2004 vient rappeler la cruelle vérité de ces territoires « multiculturels », composés en réalité « *de contre-sociétés closes dont les normes sont le plus souvent en fort décalage voire en rupture avec celles de la société moderne et démocratique qui les entoure* ». Des autochtones, imbibés de valeurs d'ouverture, de tolérance, de partage des cultures se sont retrouvées confrontées à des populations abandonnées à des entrepreneurs identitaires qui ont pu « *prospérer sur ce terreau et assurer à cette nouvelle identité "musulmane" une promotion efficace, dans une surenchère permanente qui donne aux plus radicaux souvent le plus de poids auprès des plus jeunes ou des plus fragiles* ». Le rapport concluait que « *nombre de jeunes refusent de s'identifier comme Français et prennent comme héros les partisans de la guerre à outrance contre le monde occidental* ».

Une lecture politique à questionner

Cette double modification dans la structuration idéologique de la gauche et dans sa lecture des Lumières, mêlé à la conversion dans les années 1980 de la gauche non révolutionnaire à l'économie de marché et au

rêve européen ont amené à une adaptation de la grille de lecture idéologique et mentale des rapports humains classiques, héritée de Hobbes et de Marx, passant ainsi de l'économicisme (une lecture des rapports humains totalement imputables aux liens de domination économique) à l'économico-identitarisme (une lecture des rapports humains imputables à la fois aux liens de domination économique et au statut de minorité culturelle), tout en gardant une réponse pratique purement economiciste. Cette adaptation de la grille de lecture des rapports sociaux a induit un changement de clientèle électorale pour cette gauche, autrefois constituée des catégories défavorisées et économiquement dominées qui a relativement disparu du fait des 30 Glorieuses et de la constitution d'une grande classe moyenne, et aujourd'hui composée d'un « consortium des minorités ». Il est intéressant de voir que ce nouveau peuple électoral est en réalité composé de deux types de minorités, pour reprendre la classification de Laurent Bouvet : les minorités nationales que la gauche libertaire a émancipées de tout carcan national (les femmes, les minorités sexuelles, les jeunes, etc.) et qui peuvent revendiquer telle ou telle identité, mais surtout les minorités immigrantes, que la gauche libertaire a cloisonnées dans leur communauté et leur religion d'origine avec défense d'en sortir, et qui conjuguent à la fois le statut de discriminé économique et de minoritaire culturel.

Cette nouvelle lecture des discriminations, du champ socio-économique au champ culturel-identitaire, a par conséquent placé l'ancien prolétariat dans le camp des oppresseurs, puisque majoritaire culturel. L'avènement du « vieux mâle blanc », quel que soit l'épaisseur de son portefeuille, comme figure de l'opresseur qui doit être combattu par tous les moyens, au nom de la nouvelle lutte contre les inégalités. A contrario, s'est construit au sein de la gauche un discours enfermant les minorités, et notamment les minorités immigrantes, et leurs descendants en éternelles victimes de l'homme blanc assoiffé de pouvoir et de domination. Dans ce discours de l'irresponsabilité, le français d'origine est toujours victime : victime du racisme d'Etat, victime de discriminations du fait de ses origines (discriminations qui existent certes dans de nombreux cas et qu'il faut combattre), victime d'islamophobie pour ceux de confession musulmane, victime partout et tout le temps. La victime ne pouvant être coupable, cette communauté est dorénavant dédouanée de toute responsabilité : les émeutes, les violences, les agressions commises par certains de ses membres ? La faute aux inégalités socio-économiques et au chômage qui les touchent. L'antisémitisme, le sexisme et la francophobie qui peut y avoir droit de cité ? Un fantasme imaginé par l'extrême droite. Une critique de la radicalisation de l'Islam et de l'islamisation de certains territoires de la République ? Un moyen pernicieux d'afficher son islamophobie.

Un discours victimaire qui, même s'il n'est pas encore totalement assumé par la gauche, trouve un certain écho dans ses rangs politiques et une certaine légitimation par la gauche cathodique, de Libération au Nouvel Obs, en passant par le Monde, toujours prompte à dédouaner les populations d'origine de leurs actes ou à minimiser leur responsabilité, à l'image de Mehdi Meklat. Comme elle est toujours prompte à jeter l'opprobre et délégitimer ce qui n'est pas elle, toute occupée à traquer les relents de cette « *France rance* », de ce « *vieux mâle blanc libéral* » qui existe en chaque individu et qui, puisqu'opresseur, ne peut plus être victime de rien. Toute occupée aussi à magnifier la banlieue, ce lieu de vie par excellence de ce « consortium des minorités », ce bouillon de culture où s'invente la culture post nationale diversitaire de demain, qui immanquablement prendra le relais de cette vieille culture nationale chaque jour un peu plus battue en brèche et déconstruite.

Cette nouvelle lecture, portée par des élites politiques et leurs relais médiatiques et intellectuels, a ainsi hâté un peu plus le repli dans notre nation de sa culture, au profit d'autres : certaines portées par des personnes issues des cultures étrangères sincèrement en quête d'enrichissement mutuel, d'autres animés par un esprit de revanche et de conquête, provenant pour certains d'entre eux de réseaux internationaux de

promotion d'un islam politique. Car s'appuyant sur la gauche libertaire utilement idiote et son discours victimaire, sa conception essentialiste des minorités, son admiration béate des cultures étrangères et une grille de lecture des discriminations totalement modifiée, des entrepreneurs identitaires, à l'image de mouvements comme le PIR et le CCIF, y ont vu l'occasion de plaider dans le débat public pour un modèle de société communautariste et de prendre en otage une partie de nos concitoyens du fait de leur origine (concitoyens que cette gauche leur a de toute façon allègrement abandonnés). Cette offensive des militants identitaires dans de nombreux segments de la vie quotidienne, des salles de prière aux salles de sport, a jusqu'à présent bénéficié d'une tolérance insupportable et a profité du cercle vicieux suivant : plus le discours victimaire pour les uns et culpabilisant pour les autres était répété et enseigné, plus ce discours imprégnait les représentations mentales des rapports sociaux, plus les premiers se considéraient victimes d'un Etat raciste, légitimant ainsi tout moyen de lutte et toute revendication identitaire et, enfin, plus ces derniers se jetaient dans les bras de ces militants identitaires et se coupaient de la Nation, constituant une communauté toujours plus captive.

Cette gauche libertaire a ainsi au fil des années permis à ces entrepreneurs identitaires de capter une partie toujours plus importante de ces minorités. Elle leur a permis d'imposer dans le débat public le passage du droit à l'indifférence au droit à la différence. Du devoir d'intégration au droit à la sécession. En témoignent les multiples initiatives de ces dernières années, du burkini aux camps décoloniaux en passant par les festivals afro-féministes non mixtes, qui témoignent de cette percée des groupuscules identitaires dans l'espace politique s'appuyant sur les idiots utiles du communautarisme.

Plus de 30 ans d'aveuglement idéologique coupable et de renoncements ont conduit à des crispations identitaires sans précédent au sein de la société française. Il convient aujourd'hui d'en terminer avec cette lecture politique et idéologique de la société et de réaffirmer la force de notre culture, de notre histoire et de notre mode de vie, de promouvoir notre modèle d'intégration où chacun trouve la place qui est la sienne en France, pourvu qu'il se départisse de ses revendications particularistes.